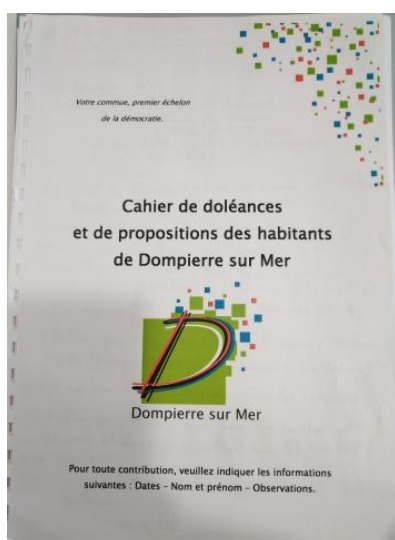


Dompierre-sur-Mer

code INSEE : 17142

5 560 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W120) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier dérelié (feuilles volantes), 11 feuilles dont 5 écrites recto/verso (manuscrit et dactylographié).

Couverture avec logo de la commune, « Cahier de doléances et de propositions des habitants de Dompierre-sur-Mer » et la mention « Pour toute contribution, veuillez indiquer les informations suivantes : Dates – Nom et prénom – Observations ».

20 contributions.

- Nous sommes reliés de la fonction publique de la Santé,
nous sommes impactés par les Hausses des prix du pouvoir
d'achat, les Hausses de taxes, les Hausses fiscales directes et
indirectes, nos retraites, ont été gelées et sont en baisse.

Nous demandons aujourd'hui,

- une justice sociale
- une justice fiscale
- de vivre décemment de notre retraite
- pouvoir se soigner, les dents, les yeux...
- de respecter les populations de zones rurales
- Nous demandons d'être écoutés (le RIC)

Nous sommes sensibles au respect de l'environnement
à notre planète, Nous pensons à nos petits enfants et à
leur avenir.

11/01/2013

Je soumetts les questions suivantes à l'examen
approfondi de l'Etat dans l'attente de propositions positives
et rapides :

- limitation des salaires des très hauts fonctionnaires et dirigeants
de grands groupes (CAE 40)
- Reclassement de l'ISF
- suppression de la CSG sur les retraites inférieures à 2000 €
(1000 €/couple)
- diminution des taxes sur les carburants
- taxation des GAFA
- suppression totale de la taxe d'habitation
- suppression de la limitation de 80 km/h.
- Remonter le taux de livrets A Caisse d'Epargne

18/1/13

Limitation de la vitesse à 40 km/h dans toutes les
agglomérations

22.01.2019

Retraité, je n'ai aucune revendication, en ce qui me concerne, mais
je constate la montée des inégalités, la non rentabilité du
travail des agriculteurs. Il en résulte une montée regrettable
de populismes. Les uns nous veulent les mérites d'état comme
Cuba qui emprisonne tous les opposants, ou le Venezuela où
le peuple crève de faim. Né en 1936 j'ai vu où mène les
nationalismes. L'Italie avec Mussolini, l'Espagne avec Franco,
l'Allemagne avec Hitler, qui est arrivé au pouvoir
après avoir été élu. On voit où cela nous a mené.

Radars descend de ton drone
GP peut aussi
Relève les Radars abusifs.
Relève aux 90 km/H.
Retour à ISF
Moins de Taxes.

* Bon courage à ceux qui feront les
comptes rendus de ce cahier.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 2 lignes, 13 mots (femme)

18.12.2018 [NOM Prénom]

Impôt sur le revenu : rétablir la ½ part pour les veuves.

2. Manuscrit, 18 lignes, 123 mots

21 décembre 2018

Avec déjà : 5 millions de chômeurs

9 millions pauvres

4 millions de mal logés

et une dette publique astronomique (100 % du PIB).

Donc :

1) STOP à l'immigration en France et à l'islamisme.

STOP à l'accueil des migrants.

Coût plusieurs milliards par an.

2) Fin des privilèges des présidents de la République (voitures, chauffeurs, logements, secrétaires, bureau, transport à vie). Trop de députés et de sénateurs.

3) Mettre une taxe sur le fuel lourd (maritime, gros bateaux) et le kérosène (les avions).

4) Supprimer la CSG pour tous les retraités.

5) Mettre une taxe sur tous les camions et autocars étrangers circulant sur les routes françaises.

Merci de faire remonter et bonnes fêtes à tous.

Un Gilet Jaune.

3. Manuscrit, 9 lignes, 58 mots

[NOM] [Adresse]

– Réintroduire la ½ part pour les veufs.

– Commissions d'enquêtes (387) : 80 % inutiles.

– Suppression de la CSG jusqu'à 1500 € par retraite.

– Suppression des avantages à vie des anciens présidents et Premiers ministres (train, voiture, bureaux).

– Réindexation des retraites sur le coût de la vie.

– Fiscalité plus juste, tranches plus progressives.

4. Manuscrit, 11 lignes, 87 mots

11/01/2019

Je sou mets les questions suivantes à l'examen approfondi de l'État dans l'attente de propositions positives et rapides :

– Limitation des salaires des très hauts fonctionnaires et dirigeants de grands groupes (CAC 40).

– Rétablissement de l'ISF.

- Suppression de la CSG sur les retraites inférieures à 2000 € (4000 €/couple).
- Diminution des taxes sur les carburants.
- Taxation des GAFA.
- Suppression totale de la taxe d'habitation.
- Suppression de la limitation des 80 km/h.
- Remonter le taux des livrets à Caisse d'épargne.

5. Manuscrit, 10 lignes, 69 mots (femme)

11/01/2019

- En tant que retraitée touchant 700,00 € par mois ! Comment, M. le Président M. Macron, vous faites pour vivre actuellement ?
- Il faut revaloriser les pensions de retraite dès aujourd'hui !
- Suppression de la limitation de vitesse à 80 km/ sur les routes.
- Trop de taxes.
- Vie trop chère pour le chauffage au gaz, alimentation, les carburants.

Je n'arrive plus à payer.

6. Manuscrit, 40 lignes, 274 mots (femme)

11 janvier 2019

Macron

Un pouvoir d'achat digne.

Je demande l'augmentation des retraites, suppression de la CSG.

Retirer la ½ part impôt sur le revenu pour les veuves petites retraites.

Je ne demande pas la charité, juste mon Dû.

Vivre dignement. Les Français, ras-le-bol d'être des caisses à pognon.

Veuve, je vois depuis 8 ans la retraite de mon mari diminuer ; j'ai élevé mes 3 enfants, j'aurais donc 145 € maintenant ou 385 € dans 3 ans.

Je vis uniquement avec celle de mon mari.

Pouvoir d'achat en baisse, la vie augmente. Vous obligez les retraités à vendre bientôt leur maison, pour certains toute une vie de labeur et de sacrifice, manger au Resto du cœur. Honte à vous les politiques.

J'avais en :

2013	2014	2015	2016	2017	2018
13910,93	moins 555,29€	moins 429,60€	moins 10,20	moins 23,00	moins 160,00€

Pourquoi est ce que la retraite diminue autant ?

Impôts, revenus fonciers, habitations.

2013	2014	2015	2016	2017	2018
2 849 €	2 902 €	3 412 €	3 073 €	3 057 €	3053€ sans taxe habitation

Sans oublier factures EDF pour [?] assurances, mutuelles, téléphone, gasoil, manger. Pensez-vous qu'avec ça nous pouvons penser aux loisirs, aux vacances, s'habiller, on peut plus.

Arrêter de nous prendre pour des vaches à lait.

Arrêter de nous prendre pour des cons.

Les Français sont encore capables de compter à chaque fois de mois, par besoin d'avoir fait de hautes études pour voir que la France en a ras-le-bol, elle crève.

Macron, descends de ton trône.

Il faut aussi :

Retirer les radars abusifs.

Retour aux 90 km/h.

Retour à ISF.

Moins de taxes.

[NOM Prénom]

Sainte-Soulle

7. Manuscrit, 25 lignes, 219 mots (couple)

Le 11 janvier 2019

Doléances pour le grand débat public.

Monsieur et Madame [NOM]

[Adresse]

- Nous sommes retraités de la fonction publique de la santé, nous sommes impactés par les hausses des prix du pouvoir d'achat, les hausses de taxes, les hausses fiscales directes et indirectes, nos retraites ont été gelées et sont en baisse.

Nous demandons aujourd'hui :

- une justice sociale,
- une justice fiscale,
- de vivre décemment de notre retraite,
- pouvoir se soigner, les dents, les yeux...
- de respecter les populations de zones rurales,
- nous demandons d'être écoutés (le RIC).

Nous sommes sensibles au respect de l'environnement à notre planète, nous pensons à nos petits-enfants et à leur avenir.

- Nous ne prenons pas les avions (non taxés).
- Nous ne prenons pas les gros bateaux polluants (non taxés).

Le gouvernement nous afflige et nous dit que nous sommes responsables et polluants avec nos voitures et nous taxe, nous ne partons jamais en voyage par manque de moyens, nos déplacements sont dans le département ou hors département afin de voir et de profiter de nos petits-enfants.

Le gouvernement et les politiques sont responsables de cette grande dérive nationale.

Fermant les petites entreprises, en délocalisant, ne taxant pas les grosses entreprises qui font de gros bénéfices et n'investissent pas dans notre pays.

Monsieur et Madame [NOM] [Signatures]

8. Manuscrit, 17 lignes, 79 mots (couple)

M. Mme [NOM Prénom]

[Adresse]

Le 12 janvier 2019

- 1/ Plus de justice fiscale. Rétablir l'ISF. Une faute désastreuse de la part de l'État.
- 2/ Baisser les taxes pour favoriser l'embauche et la consommation des ménages.
- 3/ Faire le maximum pour résorber le chômage, source de tant de problèmes.
- 4/ Montrer le bon exemple, l'État doit en finir avec les copinages et toutes ces choses qui se sont font, toujours au détriment des petites gens.
- 5/ Plus de justice sociale, serait du meilleur effet.

[Signature]

9. Manuscrit, 34 lignes, 254 mots

14/1/19

- Limiter les rémunérations des très grands patrons, et leurs "bonus" et leurs "parachutes", indécents. Éviter qu'ils ne soient des évadés fiscaux, ne payant pas leurs impôts en France. Combattre l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale par des lois.
- Donner suites aux demandes et aux recommandations de la Cour des comptes, qui demande la suppression de bon nombre d'organismes, comités, agences de l'État qui ne servent pas à grand chose.
- Aboutir les peines des délinquant fiscaux, qui vont en prison dans d'autres pays.
- Diminuer le nombre de parlementaires, et leurs rémunérations accessoires qui doivent être contrôlées de plus près par un organisme indépendant.
- Diminuer les avantages des anciens présidents et ministres, et revenir sur le régime de retraite particulier des parlementaires.
- Pas de hauts fonctionnaires et d'ambassadeurs mieux rémunérés que le chef de l'État ou le 1^{er} ministre (> 600 paraît-il !).
- Revenir sur les avantages des personnels de l'Assemblée nationale et du Sénat, devenus indécents.
- Supprimer les avantages fiscaux de certaines professions en raison de la nature même de leur profession, par exemple "journaliste".
- Donner plus de pouvoirs et de moyens à la HATVP (Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique) qui doit pouvoir enquêter sur les abus et dérives.

Toutes ces mesures pourraient répondre à la demande générale de meilleure justice fiscale et meilleure exemplarité de nos élus nationaux.

Sinon, faire en sorte de ne pas pénaliser les retraités, d'encourager le travail et de diminuer le chômage, de limiter les taxes, etc.

10. Manuscrit, 19 lignes, 170 mots

Le 15/1/2019 [Nom P.]

Fiscalité, dépenses publiques : dépenser plus pour la fonction publique : hôpitaux, services de l'État en milieu rural, où trouver l'agent ? - impôts, ISF.

Suppression de la taxe d'habitation OK.

Dépenser moins pour la défense nationale à l'exemple des Allemands, moins de présence militaire à l'étranger qui coûte un maximum.

Transition écologique : rien n'est fait pour l'écologie, le glyphosate est toujours utilisé et d'autres molécules cancérogènes. Arrêt. Fabriquons nous-mêmes notre électricité à moindre coût. N'ayons pas peur des éoliennes... Utilisons davantage les moyens de transport propres pour nous déplacer : bus, vélo, à pied.

Démocratie et citoyenneté : moins d'élus à l'échelon national, le vote n'attire pas les foules. Vu le pourcentage d'abstention... On ne vote plus car non représentés à tous les échelons... Créer des lieux de paroles et de débats au niveau des communes...

Le social est la priorité ainsi que la réduction du chômage. Tout le monde est concerné.

Les migrants doivent être accueillis en France, c'est une richesse pour notre pays !!!

11. Manuscrit, 16 lignes, 109 mots

- Baisse du taux de TVA de 20 à 5 % pour les produits de première nécessité (alimentation : pâtes, fruits et légumes... ; combustibles : chauffage, déplacements...).
- Plafonnement des hauts revenus à 40x le SMIC (ce qui est déjà énorme) ; au-delà imposition à 100 %.
- Taxation des GAFA basée sur leur chiffre d'affaires.
- Mise en place par l'Éducation nationale de l'éducation civique en matière principale avec apprentissage de notre Constitution : séparation des pouvoirs exécutif, judiciaire, législatif. Notre fonctionnement suivant les codes civil, pénal, travail... et les justices qui sont avec. Notre système de cotisations/ répartition pour la santé, la protection sociale, les retraites.

12. Manuscrit, 1 ligne, 7 mots

18/1/19

Prise en compte du vote blanc.

[Nom] [Signature]

13. Manuscrit, 1 ligne, 12 mots (même personne que n° 12)

18/1/19

Limitation de la vitesse à 40 km/h dans toutes les agglomérations.

14. Manuscrit, 33 lignes, 186 mots (femme)

22/01/2018 [sic]

Retraitée. Ex-maîtresse auxiliaire, je ne viens pas revendiquer. Je paie la CSG et mes impôts sans rechigner afin que mes enfants et petits-enfants puissent vivre dans cette France si belle qu'on peut nous l'envier.

Je suis très attachée à la "liberté" et depuis toujours j'ai entendu que "ma liberté s'arrête où celle de mon voisin commence".

AVIS : "À BON ENTENDEUR, SALUT".

Quelques suggestions :

1) Ne pas remplacer les radars dévastés à la 1^{ère} contrariété, ils seront à nouveau HS. Nous payons tous cette casse, y compris les non soi-disant imposés, ils paient la TVA.

Remplacer par des radars volants dans des voitures anonymes sur routes et autoroutes.

2) Quand on n'est pas majeur, que l'on ne vote pas, on a pas le droit de manifester. Ceci également pour les adultes qui ne remplissent par leur devoir électoral.

3) Pour éviter les déserts médicaux, pourquoi ne pas imposer aux jeunes médecins leurs 10 premières années en campagne. C'est ce qui est demandé aux infirmières et instituteurs qui doivent 10 ans à l'État, leurs études tout comme celles des médecins étant payées par ce dernier.

[D'une autre main : étoile (*) à la fin de cette contribution et plus bas] :

* Bon courage à ceux qui feront les comptes rendus de ce cahier.

15. Manuscrit, 9 lignes, 89 mots (homme)

22.01.2019

Retraité, je n'ai aucune revendication en ce qui me concerne, mais je constate la montée des inégalités, la non-rentabilité du travail des agriculteurs. Il en résulte une montée regrettable des populismes. Les uns nous vantent les mérites d'États comme Cuba qui emprisonne tous les opposants, ou le Venezuela où le peuple crève de faim. Né en 1936 j'ai vu où mènent les nationalismes, l'Italie avec Mussolini, l'Espagne avec Franco, l'Allemagne avec Hitler, qui est arrivé au pouvoir après avoir été élu. On voit où cela nous a mené.

16. Manuscrit, 25 lignes, 208 mots (couple)

M. et Mme [Prénom et Prénom NOM]

[Adresse]

1°) Fiscalité plus juste :

- Restauration de l'ISF. Impôt vert sur les gros pollueurs/payeurs afin de penser à une transition écologique.
- Taxation des GAFA plus évidente.
- Impôts sociaux pas pour augmenter les dividendes des actionnaires mais améliorer les salaires des travailleurs qui font vivre les entreprises.

2°) Lutter contre la baisse du pouvoir d'achat :

- Taxation abusive du carburant alors qu'il n'y a pas de hausse du brut.
- Salaires indexés selon le coût de la vie et l'inflation (~2 % / an).

- Arrêter la casse des services publics et la suppression des emplois (éducation, justice, santé...).
- Retour des emplois aidés.

3°) *Ras-le-bol des technocrates* qui décident du 80 km/h sur les routes de campagne.
Redonner du pouvoir et la parole aux acteurs de terrain, le maire dans sa commune.

- Diminuer le nombre des élus parlementaires ainsi que le nombre de commissions dont les rapports ne sont que rarement mis en pratique.
- Permettre aux personnes âgées d'accéder plus facilement aux actes de la vie courante par un accompagnement plus efficace aux tâches administratives (incompétence informatique).
- Plus de concertation citoyenne en copiant nos voisins suisses qui sont amenés à donner un avis les questions importantes de la vie en société.

17. Manuscrit, 17 lignes, 143 mots

Économies immédiates : abolition de tous les privilèges votés par l'Assemblée nationale du 4 août 1789.

- Diminution significative des députés.
- Abolition du Sénat.
- Réduction de 50 % des fonctionnements de l'Élysée, des ministères, des consulats, des ambassades, avec présentation des justificatifs de dépenses.
- Retraite des élus effective au même âge que pour l'ensemble de la population française, avec une retraite correspondante aux cotisations versées.
- Mêmes taux de cotisations pour les élus que le secteur du travail.
- Interdiction de faire toute sa carrière en politique, maximum deux mandats législatifs, et retour à la vie civile.
- Vote blanc pris en compte.
- Justice au service des victimes : condamnation à vie pour tous les crimes crapuleux, violents, enlèvements d'enfants.
- Double peine pour tous les récidivistes des autres catégories.
- Baisse de la délinquance : augmentation des peines.

18. Manuscrit, 8 lignes, 46 mots (femme)

Une seule petite chose SVP :

- Possible navette gratuite Dompierre -> Hôpital (pour les visiteurs) à la place des PV de La Rochelle.
- Gloriette « électronique » à tous les citoyens pour une meilleure information des « choses de la commune ». Merci.

4.2.2019 Mme [NOM]

19. Dactylographié (recto-verso, très petits caractères), 65 lignes, 1511 mots

16.02.19 [ajout manuscrit]

Bonjour au lecteur,

Cette lettre est pour la forme destinée au président, mais à la vue de ses théories complotistes sur la situation en France - pays gangrené par des réseaux d'extrémistes manœuvrés à distance par Moscou - je pense qu'elle serait plus utile comme élément de réflexion à un quelconque représentant du pouvoir législatif, malheureusement seul contre-pouvoir potentiel apte à réguler les aspects les plus néfastes de la conduite des affaires publiques actuelles.

M. le Président,

Il est inutile je pense de dialoguer sur l'orientation générale de votre politique, l'écart serait bien trop grand entre ce qui serait proposé et ce qui vous serait acceptable. Aussi, ce que je vais vous communiquer n'a comme seul objectif d'éviter les situations où, pompier pyromane, vous alimentez en voix le Rassemblement national que vous prétendez combattre.

Sur la forme :

Vous semblez bien exigeant, cassant voire méprisant vis-à-vis de nos concitoyens les moins chanceux ou qui ne partagent pas la vision extatique de l'avenir radieux promis par votre politique : chômeurs feignants, handicapés qui déconnent, salariés analphabètes, Français réfractaires, et protestataires forcément fascisants. L'enfer c'est les autres, assurément, mais tout particulièrement pour vous. Visiblement agacé par les répercussions de votre politique et de votre communication, vous semblez préférer l'agressivité à l'analyse. Il est d'ailleurs inquiétant que cette préférence ait largement retardé la réaction sur le fond quant à la contestation des Gilets jaunes. Toutes ces saillies de votre part sont très regrettables, et si elles enrichissent les journaux, elles nuisent au pays. L'immense majorité de la population est parfaitement consciente que le chômage ou le handicap n'est pas un choix de vie, et que la condition *sine qua non* de la démocratie est d'apporter à la contestation politique autre chose qu'une réponse sécuritaire. S'il peut y avoir des abus ou des politiques publiques à rendre plus efficaces, l'anathème jeté sur des sous-ensembles de la population n'est pas le moteur du procès mais bien souvent des pires régressions.

Sur le fond :

Je tiens à vous rappeler que pour être exigeant, il faut disposer de la légitimité et de l'autorité morale nécessaire.

La légitimité:

La légitimité ne peut résulter du seul résultat électoral ambigu qui vous a mené à la présidence. Soyons clair : si le 3 mai, un quidam s'était assis à votre place lors du débat télévisé face à Mme Le Pen, il aurait été élu. Non seulement car il y a une majorité qui ne souhaite pas la présidence de cette dernière, mais aussi car, à la vue de sa prestation, elle souhaite ne pas être élue. Que des mécanismes électoraux sur lequel il paraît urgent de revenir (synchronisation des présidentielles et des législatives, scrutin majoritaire uninominal à deux tours, ignorance satisfaite du vote blanc, nul et de l'abstention...) fabriquent ensuite des majorités législatives artificielles et incohérentes avec l'expression politique des électeurs - à tel point qu'on obtient sensiblement le même résultat qu'un vote censitaire - ne fait que saper un peu plus la légitimité du vote et encourager l'abstention et la protestation hors du champ démocratique et pacifique. Voir ensuite des députés et ministres de votre majorité, toute morgue sortie, affirmer la légitimité de la politique menée à la lumière de vos résultats du second tour ne fera qu'attiser cette protestation. Si le second tour de l'élection présidentielle a acté l'inaptitude actuelle de Mme Le Pen à gouverner, il n'a pas acté un quelconque désir de votre politique. Faire semblant de ne pas le comprendre, c'est risquer des fractures bien plus graves que la simple dégringolade d'une cote de confiance. C'est risquer de fracturer la nation, à l'instar de ce qui a été commis par M. Sarkozy en méprisant le message du référendum de 2005.

Souhaitez-vous aggraver le mal déjà fait ? Et si vous avez été élu sans que votre politique ne soit évaluée, mais simplement car vous paraissiez moins "pathologique" que votre concurrente, que faire de votre mandat ?

1/ Le remettre au peuple. Mais il n'est pas certain qu'avec les mécanismes électoraux en place, la prochaine majorité soit plus crédible que la vôtre. Le triste paysage sociologiquement parfaitement homogène et économiquement satisfait de l'Assemblée actuelle risque de se répéter, et les biais de représentativité seront tout aussi présents.

2/ Mettre en place un RIC ayant pouvoir constitutionnel et ayant comme premier objectif la redéfinition des mécanismes électoraux de la V^{ème} République afin de rattraper le retard démocratique que nous accumulons. Plusieurs propositions sont sur la table, et des exemples - Suisse par exemple, cela changera de l'alignement veule sur le très inadapté modèle allemand - devraient servir d'appui à cette mise en place. À l'issue de ce travail, vous pourrez ou non vous démettre de votre mandat, avec la satisfaction d'un travail important accompli.

Je ne pense pas qu'en dehors de ces possibilités de re-légitimation du politique, il y en ait d'autres qui ne soient pas des dérives autoritaires et in fine violentes.

L'autorité morale :

Vous ne pouvez baser votre politique sur le deux poids deux mesures permanent. Si il est facile de paraître fort avec les faibles, l'autorité n'est respectable que quand elle s'impose pareillement aux forts.

1/ Il en va évidemment de l'obligation de payer l'impôt, que des oligarchies numériquement faibles mais riches à l'excès contournent, utilisant pour cela les aberrations de la construction européenne et leur influence. Il ne s'agit pas de les dédouaner de leur responsabilité contre une obole mais de leur imposer un montant similaire aux autres contributeurs, en rapport avec leur activité dans le pays. Négocier avec eux "ce qu'ils veulent bien nous lâcher" ne sera donc pas suffisant pour calmer la colère sur ce sujet. J'ai bien peur que la taxation des GAFA - toujours bloquée au niveau européen par les lobbys bénéficiaires - promue par notre ministre de l'Économie ne soit qu'un avatar de cette mendicité d'État à la lumière des montants indiqués.

2/ Il en va des "affaires" et de la pratique d'une justice à deux vitesses qui condamne bien vite la délinquance de la misère à la prison ferme après bastonnade alors que la délinquance en en col blanc ne se voit menacée que de prison avec sursis et d'amende symbolique. Ne parlons même pas des forces de l'ordre et des hommes politiques dont les poursuites finissent quasi mécaniquement en non-lieu et qui pourtant devraient avoir un devoir d'exemplarité. À titre d'exemple, pourquoi donc le "couple de la contrescarpe" est déjà condamné alors que leur molesteur balade des sénateurs, en attendant une suite juridique à ses actes.

3/ il en va aussi de la politique étrangère du pays. Nous sommes bien mal placés pour accuser des dirigeants étrangers d'illégitimité, encourager les protestations d'une partie de la population contre leurs élus, mettre à l'index tout dirigeant utilisant ses forces armées contre les protestataires... tout en dénonçant l'intrusion d'intérêts étrangers dans nos élections et en réprimant par nos forces de l'ordre des protestations chez nous. La politique étrangère est souvent cynique, mais il est des limites au-delà desquelles elle finit par nuire à la politique intérieure. Quand vous faites ces déclarations bien imprudentes, vos citoyens vous entendent. Sans compter la qualité prévisible de nos futures relations avec les pays visés...

4/ Il en va de l'usage de l'argent public... En particulier les subventions aux entreprises, qui nous coûtent un pognon de dingue. L'État n'a pas vocation à fabriquer des mastodontes qui ultérieurement optimiseront leurs impôts sans considération pour leur pays, ni à enrichir des oligarques. Tout mécanisme de subvention à l'économie doit démontrer son efficacité et le coût d'un emploi généré par ce biais doit être inférieur à celui de l'entretien d'un chômeur. On ne peut pas instituer mécanisme de surveillance sur mécanisme de surveillance sur le dos des chômeurs tout en

maintenant un système laxiste d'attribution pour ces subventions-là. Là encore, deux poids, deux mesures.

En conclusion, on ne peut espérer lever le malaise par le simple rabougrissement du périmètre du service public contre une ristourne fiscale. Il est nécessaire d'élargir l'assiette fiscale, simplifier (réellement) l'action publique sans en diminuer la portée et la proximité. À ma connaissance, les Gilets jaunes ne demandent pas moins de service public. Ils en demandent souvent plus de proximité et plus de sobriété. La tournure de votre question fiscale qui acte l'impotence de l'État à prélever l'impôt auprès des réfractaires en indiquant comme seule variable d'ajustement la politique publique est en soi un aveu d'échec. S'il est question de transformer de l'impôt en dépense privée contrainte par un tour de passe-passe quelconque, cela n'améliorera en rien la situation de la population et sapera encore plus leur confiance en l'action politique. Je ne sais ce qui sortira du débat en cours, mais il serait dangereux que ce soit des feuilles mortes ou des reformulations dénaturées pour être conformes à votre doxa politique.

En l'attente, M. le Président, je ne peux que vous encourager à modérer votre jupitérisme, et à apprendre à vous satisfaire d'une population qui ne sera jamais tout à fait ce que vous voudriez qu'elle soit. Elle a bien d'autres qualités que vous ne cherchez pas à promouvoir actuellement.

20. Dactylographié (5 feuillets numérotés), 170 lignes, 2023 mots

**DES DOLEANCES À INTRODUIRE AU CAHIER RÉSERVÉ À CET EFFET ET
À SUGGÉRER DANS LE CADRE DU GRAND DÉBAT**

1. Sur la fiscalité et sur le budget en général :

. Remettre tous les impôts à plat s'impose :

Instaurer une réforme fiscale prévoyant une réelle progressivité de l'impôt sur le revenu dès le premier euro qui assure une plus forte redistribution appuyée sur le revenu et non essentiellement sur une contribution proportionnelle (CSG) et l'impôt indirect telle que la TVA qui est un impôt injuste s'il en est.

. Augmenter le nombre de tranches.

. Voir pour que tous les sportifs professionnels, les artistes, etc. paient des impôts en France. Qu'une partie des impôts de ces sportifs soient consacrée à aider les clubs des villages et ou des villes dont les moyens manquent ! C'était un projet de 1998 qui n'a pas prospéré.

. Au niveau des cotisations sociales sur les salaires : supprimer les plafonds ; les cotisations devraient progressivement diminuer (exemples non réels mais utiles pour expliquer : sur un salaire de 6000 euros bruts : 22 % environ sur 4000 euros, puis 15 % sur les 1000 euros suivants et 10 % sur les 1000 autres euros, etc.).

. Imposer les revenus issus de tous les jeux (TV, Française des jeux, PMU, etc.) à partir d'un plafond : par exemple 5000 euros.

. Verser le CICE qui a été transformé en allègements de cotisations sous conditions et en particulier vers les petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas délocaliser mais créent des emplois en France.

. La redistribution des richesses qui contribue à la réduction des inégalités est impérative.

. Taxation de l'ensemble des transactions financières (loi Tobin).

. Accentuer le contrôle des évasions fiscales en général.

. Supprimer le remboursement, par la Sécurité sociale, des substitutifs des cigarettes à la fin d'une période déterminée : en effet, certains fumeurs utilisent ces produits et ce pendant des années. Étant donné que c'est remboursé aucun effort n'est fait pour arrêter !!!

. Sur le prix des cigarettes : il devrait être le même partout en Europe. On ne peut ignorer le « trafic » qui existe entre la France et les pays tels que la Belgique, l'Espagne, etc. et ainsi la France se prive de taxes non négligeables.

. Surveiller les remboursements des visites et consultations des médecins dans les EHPAD. En effet, certains travaillent un ou plusieurs jours par semaine dans des établissements. Ils consultent alors des résidents et se font payer des frais de déplacement pour chaque résident consulté au cours de la même journée !

. L'imposition GAFA est une bonne chose mais le taux est insuffisant.

. Le prélèvement à la source tend à voir arriver la privatisation, à plus ou moins long terme des services fiscaux, et les banques n'attendent que cela. Dans les services fiscaux la ponction réalisée depuis plusieurs années sur les effectifs est impressionnante et les agents ne peuvent plus remplir leur mission correctement, notamment en termes de contrôle.

2. Sur les services publics :

Il faut débloquer des moyens matériels et humains pour un bon accomplissement des tâches qui relèvent de la fonction publique, que ce soit dans le secteur de la santé (hôpitaux et EHPAD) : il faut cesser de parler en termes financiers mais en termes humains.

Mêmes remarques pour les collectivités territoriales ou directement pour l'État. - Également dans les établissements scolaires, il faut limiter le nombre d'élèves, à tous les niveaux, à 24 élèves, voire moins quand il y a des enfants en difficultés. Il faut réévaluer les salaires des enseignants qui font plus de 50 heures par semaine ; contrairement à des idées parfaitement reçues, ils travaillent pendant les vacances scolaires. Ils peuvent manquer de motivation de par leurs conditions de travail. Les violences des enfants mais aussi des parents à leur égard doivent être punies sans aucune restriction.

Il faut cesser d'embaucher des gens sans formation aucune, en tant qu'enseignants. Au moins une licence des sciences de l'éducation devrait être imposée.

Les mairies, qui constituent une proximité avec les citoyens, incontournable, doivent bénéficier de moyens particuliers.

C'est ainsi qu'on évitera la désertification des campagnes et qu'on résoudra une partie de la crise du logement.

Halte aux privatisations

Ne pas nationaliser l'aéroport de Paris : on voit ce qu'ont été les conséquences de la nationalisation des autoroutes, de La Poste, etc.

. La SNCF a été privatisée pour partie : c'est une erreur et pour preuves les drames qui ont frappé l'Angleterre après la « thatchérisation » de tout le service des chemins de fer, c'est à dire leur privatisation.

. En termes de privatisation, le pont de Gênes en Italie est un exemple : après que son entretien a été privatisé, et faute d'entretien, il s'est écroulé.

3. Sur l'environnement, l'écologie. et le climat : il y a urgence !

Toutes les décisions quant à la transition écologique doivent être fondées sur une justice sociale et fiscale.

. Ne pas remettre la taxe sur les carburants en vigueur alors qu'elle a mis le feu aux poudres depuis le 17 novembre dernier. Elle était d'autant plus injuste que juste une partie était réservée à la transition écologique !

. Appliquer la COP21.

. Privilégier les déplacements en commun tels que les trains plutôt que les cars « Macron » qui polluent !

. Développer les énergies nouvelles : panneaux photovoltaïques, éoliennes, méthanisation, l'utilisation de sucre des betteraves, etc.

. Taxer davantage le kérosène des avions et le pétrole des paquebots qui polluent en toute impunité.

. Aider plus pour la rénovation et l'amélioration des logements en termes d'isolation des toits mais aussi des murs extérieurs - cette aide peut être limitée à un plafond de ressources : par exemple 8 000 euros par mois.

. Taxer les produits chimiques tels que le glyphosate et autres dont les professionnels agricoles peuvent faire encore usage. Ces derniers ont des stocks d'avance et quand ils n'en ont plus ils vont se le procurer à l'étranger.

Aussi, voir appliquer ces dispositions dans toute l'Europe sans exception et dans un délai maximum de deux ans.

. Aider les producteurs locaux : les agriculteurs qui œuvrent déjà pour le bio et aider au développement du bio en général.

. Cesser d'autoriser l'installation de grandes fermes telle que celle des Mille Vaches et favoriser les petits agriculteurs et les petites fermes !

. Stopper l'installation des grandes surfaces qui détruisent les commerces des villages et donc contribuent à leur désertification.

. Supprimer les sur-emballages (ex : yaourts, compotes et autres...).

. Sur l'alimentation et les problèmes sanitaires : après la suppression importante de postes au sein des Directions Départementales de la Protection des Populations, certains services qui la composent n'ont plus les moyens d'effectuer les contrôles sanitaires qui s'imposent et c'est ainsi qu'on se retrouve avec des scandales sanitaires tels que la viande polonaise et d'autres avant, sans compter ceux qui n'ont pas été détectés faute de moyens humains et matériels.

4 . Sur les institutions démocratiques :

. Rendre le vote obligatoire, prendre en compte le vote blanc et instaurer une dose de proportionnelle.

. Imposer les députés et sénateurs à une présence et faire signer des fiches de présence ; est-il normal que des lois soient votées alors que l'hémicycle de l'Assemblée nationale est presque vide et que, tout comme au Sénat, des élus dorment. Le Sénat n'est pas utile.

. Réformer les retraites des députés et des sénateurs : pourquoi un régime spécial ?

. En cas d'absence en séance : supprimer certains éléments du salaire.

. Que tous leurs revenus soient imposables, oui, tous et sans exception !

. Supprimer le CESE et donc les CESER qui n'ont qu'une voix consultative.

. Réduire le train de vie de l'Élysée et des ministères : entretenir oui mais changer les meubles, la décoration et la vaisselle sans aucune raison : non !

. Supprimer les salaires et avantages qu'ont les présidents de la République, les ministres, après l'arrêt de leur fonction.

. Prévoir un statut des élus municipaux et qu'ils soient indemnisés : moins que le maire et les adjoints mais indemnisés.

5 . Sur les salaires, pensions, retraites et minima sociaux :

. Limiter les salaires des grands patrons français : est-il décent que le patron de chez Dassault gagne 7500 euros par heure ? - Également le salaire de l'ex PDG de Renault-Nissan était-il justifié ?

. Une augmentation générale des salaires, retraites, pensions et minima sociaux s'impose ; en effet, si on gagne plus on dépense plus et c'est bon pour la croissance et donc pour les commerces et entreprises.

. Pour les retraités : supprimer la CSG (voir point 1).

. Supprimer des discriminations : un simple salarié en retraite ne peut pas travailler et donc gagner au-delà d'un plafond fixé par la loi sinon sa retraite se voit amputée. Alors pourquoi M. Toubon qui, en retraite perçoit 15000 euros, puisse-t-il percevoir 15 000 également pour son mandat de défenseur des droits ?

6. Armée :

. Supprimer divers avantages dont bénéficient les officiers supérieurs de l'Armée après qu'ils ont quitté l'armée.

. Supprimer « l'article 5 » qui prévoit qu'un officier qui part à la retraite bénéficie du grade supérieur et donc de la pension y afférente ce qui n'est pas le cas pour un sous-officier.

7. Sur le dialogue social, sur la place des syndicats et sur les représentants du personnel et organisations syndicales :

. Abroger les lois Travail et Macron qui ont considérablement réduit les prérogatives des organisations syndicales.

. Au contraire, il eut été judicieux de ne pas voir en elles des adversaires, de permettre leur développement, ce qui aurait évité la « naissance » des Gilets jaunes.

8 . Sur la santé :

. Imposer aux médecins qui bénéficient d'aides notoires de la part de la Sécurité sociale à s'installer là où il y a des besoins.

Au travail

Le *burn out* est devenu une pathologie courante dans toutes les entreprises ; le management repose sur plus de rentabilité en moins de temps et les salariés craquent ! Diviser pour mieux régner est une réalité. L'individualisme est un fléau !

Même remarques pour le harcèlement au travail qui n'est pas une idée reçue mais bien une réalité.

Ces pathologies devraient faire l'objet d'une taxation particulière dès lors que les salariés sont amenés à être en arrêt maladie pour ces raisons ; le syndrome France Télécom est encore dans toutes les têtes et hélas trop souvent occulté dans nombre d'entreprises.

Les médecins du travail devraient être plus nombreux. Ils devraient relever du service public et non pas d'entreprises payées par les entreprises.

9. Sur la justice :

Revenir sur la décision de supprimer les tribunaux d'instance qui sont des instances de proximité. Engager des magistrats et du personnel en général dans les tribunaux.

10. Sur la vitesse :

Veiller à l'état des routes est indispensable ; il ne faut pas se dispenser de réparer les routes en apposant des panneaux, tels que par exemple « trous en formation ».

Chaque route est différente : il y a certaines routes en rase campagne qui pourraient même être limitées à 70 km dès lors qu'elles se trouvent dans les bois, et ne bénéficient d'aucune matérialisation. Par contre nombre limitées à 80 pourraient revenir à 90 km.

Davantage de contrôles et donc de service d'ordre aiderait à réduire les comportements irresponsables et dangereux.

11. Diverses remarques :

Arrêt des politiques construites sur l'austérité et la financiarisation de l'économie qui, force est de constater, sont un échec - réfléchir sur les besoins et voir comment on les finance.

Enfin, il faut prêter une attention particulière au recours à tout va à la numérisation qui nuit au dialogue social et accroît l'isolement.

. Étudier la mise en place des *Écoles de parents* départementales ou régionales où ces derniers seraient contraints de passer quelques jours pour apprendre leur rôle dès lors qu'ils attendent un enfant ; des stages seraient ensuite prévus au fur et à mesure que l'enfant grandit ; apprendre aux parents comment on éduque un enfant, alors que l'instruction relève de l'Éducation nationale .

Février 2019.

[FIN]